

Société historique de Haute-Picardie

Conseil d'administration

Président	M. Claude CARÊME
Vice-président	M. Jean-Louis BAUDOT
Trésorière	Mme Claudine LEFÈVRE
Secrétaire	M. Robert LEFEVRE
Trésorier-adjoint	M. Jean MAUCORPS
Secrétaire-adjoint	Mme Dominique HUART

Activités de l'année 2004

23 JANVIER : *Antoine Richart, mémorialiste de la Ligue à Laon*, par Éric Thierry.

Antoine Richart est mémorialiste de la Ligue à Laon entre 1589 et 1596. Né à Leuze près d'Aubenton, il se trouve à Laon, rue Saint-Jean, le 23 août 1589 alors qu'il est officier (au sens de l'Ancien Régime) de finances en l'élection, et donc chargé de l'imposition. Catholique ligueur modéré, il rédige dès 1595-1596 ses *Mémoires*, dont il reste trois copies tardives datant de 1743, 1747 et 1869.

Il se veut chroniqueur, historien, il veut dire la vérité sur les événements. Mais il a un objectif: régler des comptes avec les responsables du siège malheureux de Laon en 1594, dont la conséquence est l'imposition qui s'abat lourdement sur la ville. Ces responsables sont aussi les ligueurs qui ont fomenté le soulèvement de Laon du 16 février 1589 contre le roi Henri III. Antoine Richart dénonce les délégués, laïcs et religieux, du bailliage de Vermandois aux États généraux de Blois, qui sont repassés par Paris et qui sont dominés par les Ligueurs. De retour à Laon, ils font circuler des rumeurs sur les atrocités perpétrées par les protestants à Bruyères, entretenant ainsi une atmosphère d'apocalypse. C'est eux qui ont provoqué le chaos à Laon en s'opposant à l'ordre monarchique voulu par Dieu. La ville de Laon a ainsi désobéi à Dieu et attiré sa colère avec le siège de 1594, avec la garnison royale composée de Gascons indisciplinés, avec la peste, avec la cherté des grains, avec les loups...

En rédigeant ses *Mémoires*, Antoine Richart s'en prend en particulier au clergé ligueur pour qu'il paie sa part des impôts de la ville: coût du siège, rançon à Henri IV, coût de la citadelle. Cependant, avec la fin du siège et la soumission de Laon au roi, le chaos disparaît. D'après le témoignage d'Antoine Richart, Laon

se repent et dénonce au roi des coupables complices minoritaires, voulant affirmer à Henri IV le loyalisme fondamental de ses habitants.

13 FÉVRIER : *La mort, autrefois.*

Première partie : *La légende d'Is*, par Marie-Claude Gédéon.

Lors de son expédition dans les pays du Nord, Gradlon, roi de Cornouailles, tombe sous le charme de la belle reine Malguen “aux longs cheveux d'or”. Mais, au retour, Gradlon se retrouve seul avec Dahut, sa fille née de cette fougueuse passion, dont il satisfait tous les caprices. À 15 ans, mécontente de l'emprise de l'évêque Corentin sur la ville de Kemper (Quimper), celle-ci réclame “sa” ville. Gradlon érige dans la baie de Douarnenez, protégée des flots par des digues de granit et des vannes de bronze, la ville d'Is, ville de faste et de fêtes. Devant l'inconduite de Dahut et des habitants, l'abbé Gwénolé de Landévennec prophétise la colère divine. Alors survient un bel inconnu en habit rouge. Dahut, qui s'était pourtant mariée à l'Océan, en tombe aussitôt amoureuse. Et la mort se diffuse dans la ville. Trois seigneurs périssent en tentant d'assassiner le Prince rouge. Une nuit, lors d'un bal, le nain du prince apparaît avec les trois morts. La farandole devient une danse macabre... Dahut, envoûtée, donne au prince la clé d'or des vannes. Dans un ricanement abominable, il les ouvre. Is disparaît, engloutie. Gradlon, monté sur son coursier marin, tente de sauver Dahut. Mais Guénolé, monté sur un autre cheval marin, pousse avec sa crosse Dahut dans les eaux. Danse macabre, mort violente. Contrôle de l'Église sur les mœurs... Comme toute légende, un fondement de réalité.

Deuxième partie : *L'homme et la mort autrefois à Laon*, par M. Claude Carême. Depuis 1960, la société refoule la mort à tel point qu'elle devient un interdit. L'affaiblissement de la religion, l'individualisme, la société de consommation, l'urbanisation et l'hôpital font penser que l'on peut reculer la mort indéfiniment. On meurt seul. Cette attitude contemporaine s'oppose à celle du passé.

Dans la société traditionnelle, jusqu'au XVIII^e siècle, la mort est acceptée. Elle est omniprésente, avec un taux de 35 %. Les accouchements, refroidissements, famines, épidémies, guerres constantes rendent l'existence précaire. La mort des proches, fréquente, est acceptée avec fatalité (cf. le livre de raison de Claude Bugniat : pas un mot d'affection). Le cimetière, situé hors les murs jusqu'au XII^e siècle (églises Saint-Julien, Saint-Vincent), est, à partir de ce siècle, librement installé dans chaque église intra muros (chapelle des Templiers en 1134, cathédrale en 1183...). Comme l'église et le cimetière, avec son ossuaire, sont des lieux publics, ils rendent la mort des autres familière.

Quant à l'attitude devant sa propre fin, elle évolue de la conscience de “la mort de soi” par la représentation de son corps, de son nom, pendant l'Antiquité (stèle attique d'Apollophanes au musée), à l'indifférence lors du haut Moyen Âge (aucune inscription sur les sarcophages de Vorges, de Marle). Le souci d'identité revient au XII^e siècle avec le Jugement dernier individuel et l'incertitude du Paradis ; le mort se rappelle à la prière des vivants par le tombeau à épitaphe (du plus ancien, celui d'Hungerus, à celui

des frères Leclerc dans la cathédrale, ou à celle des Delabretèche à Saint-Martin). Participe de la même finalité le tombeau à gisant, gravé (celui de l'évêque Barthélemy de Jur), en ronde-bosse (Jeanne de Flandres à Saint-Martin), en pose (Marguerite de Mandelot au musée). Le défunt peut être gravé ou sculpté en priant (scène cosmique de la stèle d'Henriette Doulcet dans la chapelle des Templiers).

De 1348 à 1715, la fatalité devant la mort donne le Temps du Macabre. Le gisant transi de Guillaume de Harcigny dans cette même chapelle et la stèle de l'abbé Dupont à Saint-Martin illustrent remarquablement cette période. L'Église insiste sur les vanités de la vie terrestre (*omnia vanitas*) et l'unique préoccupation de la Vie éternelle. L'art de la bonne mort impose la lecture de beaux livres d'Heures (bibliothèque), le pressentiment de la mort, le testament, l'oraison, l'exposition et le convoi funéraire : la mort est publique, accompagnée. On ne meurt pas seul en ces temps de mort acceptée.

Le XVIII^e siècle apporte, là comme ailleurs, la révolution. Le recul de la mort avec la transition démographique, allonge la vie, réduit la famille élargie à la famille nucléaire, développe l'attachement familial. La mort devient une séparation déchirante (gravure du désespoir de Paul par Desenne à la bibliothèque). Elle est refusée. Le tombeau, individualisé, prend sa forme actuelle. Avec son épitaphe sentimentale (celle de Louise Coré à Saint-Just), il exprime bien le drame de "la mort de Toi". Ce refus de la mort se traduit aussi par la décision royale de 1776 d'interdire pour raison sanitaire tout cimetière intra muros (cimetière Saint-Just extra muros : 1793). Les morts sont séparés des vivants. La mort est bien refusée, mais le mort y gagne en vénération. Le cimetière devient un lieu de recueillement pour "la tombe à Toi". Le refus s'accentue à partir de 1960...

12 MARS : Champfleury et le Réalisme, par Michèle Lajarrige.

Il ne s'agit pas d'une simple biographie mais plutôt d'une réflexion sur le lien entre Champfleury et le Réalisme, courant de pensée dominant à partir des "journées de juin" 1848, journées du "silence aux pauvres" (Lamennais), véritable fin du Romantisme.

Adolescent révolté, Jules Husson quitte Laon pour Paris à 17 ans. Au service d'un libraire, il lit tout, de tout. Rappelé par son père, fondateur du *Journal de l'Aisne*, il se laisse aller à des excentricités telles que le conseil municipal le chasse. Il s'installe alors définitivement à Paris en 1843 et fréquente les grands écrivains et les artistes du moment : Baudelaire, Courbet avec qui il se lie d'amitié, Hugo qui l'inscrit sur la liste des écrivains à encourager, Arsène Houssaye qui l'engage à *L'Artiste* et lui impose Champfleury comme nom de plume.

Champfleury hante la brasserie Andler, "temple où les débutants viennent recevoir le baptême du Réalisme". Le Réalisme ne se définit guère que par la recherche du vrai. C'est alors que Courbet, continual provocateur, chantre du mouvement, expose "L'enterrement à Ornans". Alors que ce tableau est qualifié de "croûte" par les critiques, l'œuvre et l'artiste sont défendus par Champfleury qui ironise contre les détracteurs : "Monsieur Courbet est un factieux car il présente des gens simples".

Mais en 1852, se jugeant dans l'ombre d'un homme trop virulent politiquement, refusant la confusion art-politique, Champfleury s'éloigne du peintre. Il révèle Robert Challe qu'il considère comme le premier réaliste. Il écrit des romans à succès, comme *Les Bourgeois de Molinchart*, et confie à Émile Durany, un admirateur, la rédaction d'une théorie du Réalisme. Il est placé à la tête du courant. Curieux de tout, il se lance dans de multiples activités, s'intéresse à l'art, acquiert nombre d'œuvres. Il étudie la céramique, la caricature, s'impose critique. La célébrité lui est acquise. En 1878, Zola voit en lui un novateur.

Pourquoi est-il oublié peu après ? Champfleury s'est sans doute dispersé. Voulant rendre son style "réaliste", dépouillé, il l'a rendu "famélique". Son goût pour la caricature mène parfois à un burlesque peu crédible. Dépourvu de souffle épique, il ne sait pas donner à ses personnages valeur de type. Toutefois, il a ouvert la voie à un nouveau genre, le roman, et participe à sa consécration. Il met en symbiose l'écrit et l'image. Il a d'autre part la volonté, l'idée généreuse de promouvoir l'art populaire, en précurseur du xx^e siècle, de Malraux, de Vilar. Il mériterait plus d'estime de sa ville natale.

31 MARS : *L'abbé Suger*, par Michel Bur.

La vie de Suger a été longue puisqu'il a vécu de 1080 à 1151. Ce long temps lui a permis de réaliser une œuvre importante. Orphelin de mère, Suger a dix ans quand son père, riche paysan d'Île de France, l'offre comme oblat à l'abbaye de Saint-Denis. Sa carrière monastique est toute tracée. Il en reçoit la formation et prononce tardivement ses vœux définitifs : il a vingt ans. Employé aux archives de l'abbaye, il peut en étudier le temporel. Après un passage, de 1104 à 1106, à l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire dont il lit les ouvrages, il est envoyé dans le pays de Caux où il admire l'administration du duc de Normandie roi d'Angleterre, Henri I^{er}, qu'il considère comme un grand roi. Enfin, l'abbé de Saint-Denis reconnaît les qualités de Suger, l'envoie à Rome défendre les priviléges de l'abbaye contre les prétentions de l'évêque de Paris. Le succès de Suger le maintient à Rome où il s'initie à toutes les questions politiques : c'est le temps de la querelle des Investitures !

Il est déjà "vieux", à 42 ans, quand la communauté des moines de Saint-Denis le choisit comme abbé sans en référer au roi. Il y reste 29 ans. Sous Louis VI tout d'abord, il rétablit la règle conventuelle alors que la morale dans le couvent s'était relâchée, il fait aussi de Saint-Denis la résidence papale, et il rend service au roi. Mais sa période glorieuse est celle de 1137 à 1151, sous Louis VII, au cours de laquelle il écrit, bâtit et gouverne, comme régent, dans l'ordre et la paix un royaume dont le roi est en croisade. L'échec de celle-ci l'affecte ; il s'entête malgré son grand âge à vouloir partir, mais il est emporté par une fièvre.

Homme d'action, administrateur exceptionnel - doué d'un esprit capitaliste - des biens de l'abbaye, Suger assure aux moines la contemplation. Il est aussi écrivain, hagiographe de son abbaye qu'il veut conservatoire des symboles de la monarchie et nécropole royale capétienne. Sa *Vie de Louis VI* n'a pour but que de raconter les hauts faits d'un roi au service de la justice. Cette biographie est en fait la

geste des prouesses guerrières de ce roi. Suger y introduit les notions nouvelles de “France”, de “Roi empereur en son royaume”, et dont la couronne symbolise à un tel point le pouvoir qu’elle devient prééminente. Suger contribue aux sciences politiques.

Enfin, bâtisseur, l’abbé impose un style moderne pour son abbatiale, à savoir le style gothique qui veut que la lumière divine pénètre la matière, la traverse. L’église devient alors lumière. L’or, les pierres précieuses concentrent la lumière et fascinent l’abbé de Saint-Denis.

23 MAI: *Mémoires de la Grande Guerre au Chemin des Dames*, visite-conférence par Emmanuel Véziat.

Emmanuel Véziat a présenté quatre lieux de mémoire du Chemin des Dames. Non seulement il en a expliqué le sens, mais il a montré comment “la Mémoire” évolue dans le temps.

L’histoire du mémorial de Cerny-en-Laonnois, au cœur du Chemin des Dames, souligne trois moments. En juillet 1927, Herriot, lors de la pose de la première pierre de la mairie, rejette la haine, en appelle à la paix : c’est alors “l’esprit de Genève” et le remarquable discours de Briand à la S.D.N. “Arrière les canons...”. En 1931 est élaboré un projet de mémorial à dimension religieuse. Mais il faut attendre 1951 – 33 ans après la Première Guerre ! – pour que le mémorial actuel soit érigé. Seul le soldat français y est glorifié dans un parallèle religieux fort, comme le montrent le mémorial-chapelle, les saints présents, la flamme et le tableau sur l’autel.

À la ferme de Malval, un monument-calvaire est édifié pour un soldat, Henri de Bonart-Montaret, jeune aristocrate historien engagé volontaire à 19 ans, sous-lieutenant en 1917. Il est intégré à son groupe de combat, aux 180 hommes du 2^e bataillon de chasseurs morts le 5 mai 1917, lors de la deuxième offensive Nivelle. Tous ont disparu lors d’une mission sacrée, au service de la Patrie et de Dieu, comme s’attache à le dire l’inscription.

Berry-au-Bac célèbre un fait d’armes. Celui de l’assaut des chars vers Juvincourt le 16 avril 1917, toujours lors de l’offensive Nivelle, flanc est. Cet engagement d’une arme nouvelle fait que le monument rend hommage aux chars en général, au général Estienne, le père des chars, et au commandant Bossut qui y pérît avec ses hommes. En juillet 1922, lors de la cérémonie d’inauguration, les chefs militaires présents, Foch, Weygand... vantent leur sacrifice.

Sur le plateau de Californie se détache un monument contemporain où des têtes sont prises dans une grille, inauguré le 5 novembre 1998 pour le 80^e anniversaire de l’Armistice. L’État a accepté d’y magnifier tous les morts des guerres, mutins inclus, au drame enfin reconnu. Le temps a passé. L’œcuménisme est possible entre les nations : la grille est par temps pluvieux gris-vert comme l’uniforme allemand, par temps sec gris-bleu comme l’uniforme français !... Pourtant, la commémoration de la défaite et des mutins a suscité une vive polémique. Dernier soubresaut du temps ? de la Grande Guerre ?

8 JUIN : *Opération maquis des Ardennes : les combats de Vadencourt*, par Alain Nice.

Alain Nice étudie actuellement la Résistance dans l'Aisne, et en particulier les FTP (Francs Tireurs Partisans), ces laissés-pour-compte à la Libération, qualifiés de "bandits", de "terroristes", alors qu'ils représentent en 1944 la moitié des résistants de l'Aisne... et qu'ils sont les plus actifs. Ainsi, Norbert Lejeune, cheminot d'Hirson, le plus décoré, chef du détachement FTP "Pierre Sémard" responsable de 40 sabotages ferroviaires. Ainsi Yvon Frémont, chef du maquis de Mennevret, le plus important du département ! Ils ont été jetés dans l'oubli et étiquetés – faussement – "communistes" : en effet, seuls les cadres FTP appartenait au parti communiste. Les autres, non. L'opération maquis des Ardennes en témoigne.

L'opération est déclenchée le 6 juin pour aider au débarquement, montrer une France combattante, se libérant elle-même du nazisme. Les maquis doivent retenir des troupes allemandes et les empêcher de rejoindre la Normandie. Le 7 juin, l'état-major FTP de Lille donne l'ordre d'envoyer nombre de résistants vers le maquis des Ardennes. Cette stratégie est étrangement contraire à celle requise par les FTP qui rejettent la résistance rurale et privilégient la résistance urbaine. La 2^e compagnie, regroupée à l'est de Lens (Harnes), la 5^e au nord-ouest de cette ville (Bruay) et la 6^e entre Lens et Arras, augmentées de "non FTP", constituent un bataillon de 300 à 350 hommes. Les 2^e et 6^e compagnies ont pour objectif premier d'aller vers le bois d'Havrincourt (sud de Cambrai), la 5^e vers le bois de Bourlon (ouest de Cambrai), pour ensuite se diriger vers Wassigny. Ces maquisards sont des jeunes de 18 ans en moyenne, hommes et femmes, sans arme (seulement deux fusils-mitrailleurs et quelques mitrailleuses) ; ils se déplacent à pied, sans véritable carte, de nuit exclusivement dès le 9 juin.

En chemin, les accrochages meurtriers avec les Allemands, aidés parfois de GMR (Groupes mobiles de réserve), se succèdent près d'Arras, puis à Haplincourt, à Bourlon, dans l'Aisne à Aisonville près du château du comte de Martinprez et de la ferme d'Émile Borgne. Les Allemands, prévenus, convergent en force à Vadencourt où arrivent les résistants à la suite d'une erreur d'itinéraire. Là a lieu l'accrochage le plus important qui va durer toute la nuit. Toutefois, grâce à l'ordre de dispersion donné par Marcel Cavroy (capitaine FTP) – au sacrifice de sa vie –, nombre de jeunes échappent au massacre. Certains arrivent dans les maquis de Mennevret, du Nouvion, d'Erloy et des Ardennes le 13 juin. D'autres, encerclés à Aizecourt (près de Péronne), sont arrêtés, déportés. D'autres encore repartent vers Harnes ; affamés, ils pillent en route quelques fermes (choisies pour le "trac" "qui y a été réalisé pendant l'Occupation) et sont accusés alors d'être des "voleurs", des "bandits" !

Le bilan de l'opération est lourd. Sur 300 à 350 hommes, 6 finalement gagnent les Ardennes, 100 se retrouvent à la Libération dans le Pas-de-Calais. Mais on compte 32 morts au combat, 68 fusillés à la citadelle d'Arras, 86 morts en déportation. Tous parmi les meilleurs FTP du Pas-de-Calais. Pourquoi et qui a donné cet ordre de déplacement, de "repli vers les Ardennes" ? Fallait-il réduire l'im-

portance des FTP ? Éliminer des communistes ? Ou, au contraire, glorifier le Parti communiste, parti de la Résistance ? La question demeure sans réponse.

10 SEPTEMBRE : *Une histoire de l'écriture*, par Caroline Jorrard, visite-conférence au musée La Charlonie.

Les premières traces d'écriture apparaissent il y a plus de 5 000 ans, en Mésopotamie, dans les cités-états, telle Uruk. Les tablettes d'argile, découvertes dans le temple de la déesse Inanna, sont gravées de pictogrammes servant à des opérations commerciales (nombre de têtes de bétail...). Mais peu à peu la ressemblance avec l'objet se perd ; les nombreux pictogrammes deviennent des idéogrammes, phonogrammes qui expriment toute idée ; les scribes avec leurs calames en roseau taillés en triangle transforment mécaniquement les dessins à force de graver des coins : c'est l'écriture cunéiforme qui apparaît vers 2800 av. J.-C. et qui se lit de gauche à droite à partir de 2400. Le musée en a un exemple avec une étiquette de ballot d'orge. À cette époque l'Égypte utilisent les hiéroglyphes que l'on peut lire sur des oushebtis du musée.

L'écriture se transforme fortement vers 1300 av. J.-C. à Ougarit (peut-être à partir d'inscriptions sémites trouvées dans des mines de turquoise égyptiennes dans le Sinaï) et en Phénicie : elle est simplifiée par la mise au point de l'alphabet, composé de 22 consonnes et qui est à l'origine de toutes les langues à travers l'araméen et le grec. Vers 900 av. J.-C. les Grecs le reprennent en effet, mais en y ajoutant des voyelles, en fait des signes phéniciens. Sur les vases de la riche collection de céramiques grecques du musée et des stèles figure l'écriture grecque classique. Au VIII^e siècle av. J.-C., les Étrusques adaptent l'alphabet grec à leur langue en retenant 26 lettres. Les Romains, à leur tour, s'inspirent de l'alphabet étrusque pour élaborer l'alphabet latin à partir du IV^e siècle av. J.-C.

L'écriture latine connaît avec le temps différents styles, dont l'onciale faite de majuscules arrondies, puis au VIII^e siècle, sous Charlemagne, l'élégante caroline, la gothique au XII^e siècle et l'humanistique au XIV^e siècle. Notre écriture minuscule en est issue. De beaux manuscrits de la bibliothèque illustrent ces écritures. Certains montrent les écritures cyrillique, arabe, et même chinoise. Celle-ci pérennise les idéogrammes, avec quelque 50 000 signes poétiquement liés à l'univers. La volonté démocratique les a réduits dans les années 1950 à 3 000 signes usuels.

20 OCTOBRE : *Assemblée générale*

Le président de la Société historique de Laon, Claude Carême, a insisté sur l'importance et la régularité de la programmation - une conférence par mois. Satisfait, il a aussi souligné le succès des activités qui attirent toujours une centaine de personnes, et la progression du nombre des adhérents : 205 ont réglé leur cotisation en juin contre 195 en 2004 et 145 en 1995. Il a rappelé les conférences qui ont eu lieu en 2003-2004, et annoncé celles de 2004-2005 en indiquant le nombre de professeurs d'université qui ont accepté de venir. Mais tous les conférenciers sont

à remercier pour leur aimable participation. Le temps fort de la saison 2004-2005 sera le colloque universitaire sur “La forêt dans l’Aisne” les 19 et 20 mars 2005.

Le problème des sépultures militaires laonnoises de la Première Guerre, par Jean-Louis Baudot.

Le 1^{er} novembre 1918, treize jours après la libération de la ville, l’Américain Charles Miller arrive à Laon ; il est à la recherche de son frère le capitaine d’escadrille James Ely Miller (24 mars 1883-9 mars 1918), premier aviateur américain tué au combat. Laon est alors exsangue, avec de nombreux bâtiments en ruine (dont la gare) et une population réduite au tiers de celle de 1914. Les 4 500 Laonnois, qui ont subi une longue et difficile occupation, sont, selon Gabriel Hanotaux, dans un état “de misère physiologique”. Quant au maire, Georges Ermant, qui a dû gérer une ville où se sont concentrés prisonniers, blessé et morts, il a été emmené en otage par les Allemands.

Charles Miller est dirigé vers le cimetière allemand de Saint-Vincent, installé dès la fin de 1914 à proximité des trois hôpitaux situés à l’École normale, au lycée de garçons et à la caserne Thérémin d’Hame. Francophile, francophone, cartésien, il laisse un croquis du cimetière et de l’emplacement de la tombe de James. Le cimetière ne compte pas que des Allemands. Y sont aussi enterrés le caporal pilote Frédéric Quellenec et le lieutenant observateur Jean Morgnier abattus avec leur aéroplane le 31 mars 1916 près de l’hospice de Montreuil. Selon les vœux des familles, Jean Morgnier est exhumé en 1921 pour être transféré à Nancy, et Frédéric Quellenec est transporté le 11 octobre 1922 sur le lieu du crash où se trouve toujours sa stèle. James Miller est déplacé en 1929 dans le vaste cimetière américain de Fère-en-Tardenois (6012 tombes). Les dépouilles allemandes de Saint-Vincent sont transférées avec d’autres dans les cimetières de Bousson (1500 tombes) et du Champ de manœuvres (3 295 tombes). Outre le cimetière allemand de “La Plaine”, il y a un cimetière militaire à Saint-Just de 1918 à octobre 1924. Le plan des inhumations, établi par l’architecte voyer Marquiset, distingue les “tranchées” selon les nationalités. Les dépouilles sont déplacées en 1924 vers d’autres cimetières “nationaux” aux conceptions différentes : petits cimetières proches des lieux de combat pour les Anglais, champs sacrés exaltant la souffrance familiale pour les Italiens... Les trente coloniaux français inhumés au cimetière Saint-Just sont des ouvriers tués accidentellement lors de la remise en état de la Zone rouge entre octobre 1918 et janvier 1920. Enfin, il reste treize Français sur les 300 enterrés au cimetière Saint-Just. Cependant, concluait Jean-Louis Baudot, “comme tout le cimetière Saint-Just, lieu exceptionnel de mémoire laonnoise, ce cimetière militaire mériterait plus d’égard !”

19 NOVEMBRE : *Le patrimoine de la cathédrale de Soissons*, par Martine Plouvier et Christine Riboulleau.

La construction de l’édifice, entre 1175 et 1320, en cinq phases, retient tout d’abord l’attention. La première phase (1175-1190) concerne l’élévation du bras

sud du transept sur quatre étages ; s'y sont greffées les chapelles Saint-Jacques et Saint-Martin, dont les voûtes délicates décagonales sont recouvertes de belles grandes tuiles vernissées. La deuxième phase (1190-1212) concerne le chœur, dont il reste l'inscription du jubé : "l'an 1212, le collège des chanoines prit possession du chœur" ; les arcs-boutants apparaissent alors. La nef est construite lors de la troisième phase (1210-1232), en partie grâce aux reliques de Saint-Gervais et de Saint-Protas ; elle comporte trois niveaux (grandes arcades des travées, triforium, fenêtres hautes), comme dans la structure harmonique de la façade occidentale. La quatrième phase est marquée par l'édification du bras nord du transept avec une grande verrière et la chapelle du Sépulcre. Enfin, la cinquième phase voit la construction de la tour sud-ouest et de la chapelle Saint-Martin en 1313. Les sacristies et les autres chapelles sont plus tardives : celle du Sacré-Cœur date de 1730. Pendant la Révolution, la cathédrale sert de magasin pour l'armée et de lieu de cultes tel le culte théophilanthropique. L'architecture est donc conservée ; en revanche, de nombreuses sculptures sont détruites. Au XIX^e siècle, État, clergé et ville se préoccupent du patrimoine religieux, mais l'explosion de la poudrière en 1815 détruit tous les vitraux, et le siège de la ville en 1870 endommage le bras sud du transept. La cathédrale subit le martyr de la Première Guerre malgré les promesses de Guillaume II de préserver les monuments. La destruction est telle que la question se pose : faut-il la restaurer ? L'architecte Émile Brunet réussit tout de même à la remettre en état.

Le décor intérieur a souffert des siècles et des violences. Il reste une centaine de pièces. Du chœur médiéval, il ne reste rien. De son réaménagement au XVI^e siècle subsiste une tapisserie représentant Saint-Gervais et Saint-Protas, qu'il faudrait enfin protéger, et de riches sculptures baroques en pierre de Tonnerre de Gilles Guérin (Saint-Paul, Saint-Gervais). La vierge Marie et l'ange Gabriel en marbre datent du XVII^e siècle, de même que les tableaux de Rubens, L'adoration des bergers (1620), et de Philippe de Champaigne, *La remise des clefs à Saint-Pierre* (1669). Par ailleurs, on peut retenir des œuvres en bois des XVI^e-XVII^e siècles, une *Vierge à l'enfant*, un *Saint-Sébastien* et un *Christ en Croix tragique*. Sans oublier deux priants dont une abbesse en marbre noir et blanc de la même époque, et une très belle *Mater Dolorosa* datant de 1845, malheureusement en mauvais état. Il faut aussi signaler les reliquaires et les ornements liturgiques.

10 DÉCEMBRE : *Nouveaux regards sur la Libération*, par Philippe Buton.

Le propos de Philippe Buton n'était pas de décrire la Libération mais de rapporter ce que disent les historiens actuels sur cette période délicate.

Ces derniers analysent tout d'abord le mythe résistancialiste développé à la fin de la guerre, selon lequel le peuple français aurait résisté dès le début du conflit. Le but est de mettre la France sur un pied d'égalité avec les alliés anglo-saxons. C'est la politique menée par de Gaulle et en grande partie réussie : signature française à Berlin le 8 mai 1945, siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies, zone d'occupation en Allemagne ! La résistance implique la souffrance. Il fallait donc montrer une France ayant souffert. Les chiffres concernant

la mortalité sont alors exagérés ; les 600 000 morts officiels se limitent en réalité à 400 000 ; on compte 20 000 déportés politiques et non 60 000. En outre, les juifs disparus dans les camps nazis sont recensés “français” alors qu’ils étaient majoritairement étrangers : il y a là une véritable “captation de la souffrance”.

Une autre réflexion nouvelle sur l’année 1944 porte sur la violence pendant la Libération. L’histoire officielle l’affirmait importante et égale dans tout le pays. L’épuration légale aurait été moins forte dans les régions où l’épuration sommaire avait déjà sévi, comme si la volonté était d’établir une sorte de rééquilibrage géographique, de faire un lissage. Or, au contraire, la cartographie des exécutions sommaires faites par les F.F.I. montre qu’elles n’ont pas été aveugles et qu’elles furent plus nombreuses là où finalement les exécutions légales ont elles aussi été importantes. Les historiens actuels distinguent donc deux Frances à la Libération : une France de maquis, de combat, de violence, proche de la guerre civile, et une France de bien moindre passion. Une France qui rêve de se libérer et une France qui attend les libérateurs. Si le relief, en favorisant les maquis, a sa part dans cette distinction, la sociologie retient une cause plus profonde. La première France a une tradition de contestation, de gauche, comme le nord du Massif central, la deuxième France est plus à droite, comme le sud de ce même massif.